

Les organisateurs de la manifestation « Shame » de ce 23 décembre évaluaient d'abord assez réalistement le nombre de participant-e-s à 25.000... jusqu'à ce que la police comptabilise généreusement 30.000 marcheurs/euses et que la presse lui emboite le pas, évoquant « plus de 34.000 manifestant-e-s » (jusque 50.000 pour la RTBF!). Gonflette impressionnante des bienveillants médias dominants qui n'ont pas lésiné sur les moyens pour promouvoir à outrance cette mobilisation. Au vu de ce battage — dont ne bénéficient évidemment jamais les manifestations syndicales et réellement subversives — la « marche pour un gouvernement » n'était finalement pas un succès si énorme.

Les directions syndicales, en s'abstenant de mobiliser largement autour de mots d'ordres clairs en faveur de la solidarité nationale et internationale, pour la sécu et nos droits sociaux et pour battre en brèche le populisme, le racisme et le sexisme, ont ouvert la porte à ce genre d'initiatives. Celle de dimanche étant tellement floue et confuse qu'elle rassemblait jusqu'à l'extrême droite. Outre un groupe de skins néonazis qui défilait avec une banderole « Oui à la dissolution de tous les partis – Oui à un roi qui gouverne ! », les fascistes de Nation se sont félicités de leur apparition médiatique, relayée notamment par le JT de la RTBF pour lequel l'un d'entre-eux, déguisé en mouton, a été interviewé le plus naturellement du monde en tant que simple manifestant.

Cependant, les personnes qui se sont déplacées étaient là pour exprimer un ras-le-bol légitime. Si sombrer dans le poujadisme ou le populisme (de droite comme de « gauche ») n'est certainement pas la solution — pas plus que de réclamer la constitution d'un gouvernement — ce ras-le-bol mérite un prolongement politique qui soulève les vrais enjeux et prenne position pour une alternative. C'est pour cela que, sans appeler à cette manifestation surmédiatisée et ambigüe et tout en refusant de manifester aux côtés des fascistes et des populistes, la LCR y a simplement distribué un tract sur l'urgence actuelle de se battre ensemble contre les mesures d'austérité, le racisme et le sexisme, et pour défendre la sécu et nos droits sociaux.